

Union européenne : l'accord Mercosur doit tomber



par Près de 140 parlementaires (députés européens, des députés et sénateurs des groupes socialistes et apparentés du Parlement français)
publié aujourd'hui à 11h34

Alors que les agriculteurs expriment à nouveau leur colère dans la rue et que l'Assemblée nationale et le Sénat se saisissent de la question, les négociateurs européens et sud-américains se réuniront la semaine prochaine dans l'espoir de sceller l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur. Cette étape ouvrirait la voie à la ratification du texte. Nous ne pouvons pas laisser faire.

Nous avons toujours été et demeurons fermement opposés à l'accord avec le Mercosur. Après l'échec de 2019, les discussions en cours reposent sur des positions de départ et des présupposés que nous rejetons. L'UE souhaite préciser l'interprétation de certaines dispositions – sans en modifier la substance, donc ; en réponse, les pays du Mercosur veulent s'assurer que nos législations environnementales ne limiteront pas leurs exportations.

Les problèmes de fond posés par l'accord sont connus et restent totalement d'actualité. Les quotas additionnels d'importation à droits réduits ou nuls exerceraient une pression supplémentaire sur les prix de produits sensibles comme le bœuf, la volaille ou le sucre – on pense en particulier à la filière canne à sucre de nos outre-mer. L'écart entre les normes de production des deux blocs favorise l'agriculture sud-américaine. L'accord intensifierait la déforestation, au moment même où la droite européenne tente de saboter le règlement européen visant à la combattre. Il viendrait couronner un système favorisant les grandes exploitations agricoles et l'accaparement des terres, au détriment des petits producteurs et des peuples autochtones. Les clauses visant à promouvoir les Droits de l'homme, les droits sociaux et la préservation de l'environnement, elles, demeureraient non contraignantes.

Contresens historique

La ratification du texte poserait encore un problème de légitimité démocratique. Le mandat de négociation donné à la Commission par les Etats membres porte sur un accord d'association politique global, dont les aspects commerciaux ne sont qu'une partie. Un tel accord d'association – dit mixte – requiert l'unanimité des Etats européens, au contraire d'un pur

accord commercial qui peut être adopté à la majorité qualifiée, après accord du Parlement européen. Pour contourner un probable veto, la Commission entreprendrait donc de «saucissonner» l'accord et d'en faire adopter immédiatement les dispositions commerciales. Cette tactique déjà employée va à l'encontre du mandat donné par les Etats, et réaffirmé en 2018, indiquant que l'accord avec le Mercosur doit rester global.

Alors que les Etats du monde entier protègent leurs agriculteurs contre la concurrence déloyale et le *dumping*, conscients de leur rôle stratégique ; alors que nous demandons aux nôtres des efforts inédits sans moyens supplémentaires ; alors que l'Union reste seule convaincue par des règles obsolètes de l'Organisation mondiale du commerce et pallie son immobilisme par une fuite en avant bilatérale, l'accord avec le Mercosur serait un contresens historique.

La Commission doit enfin réaliser que ce type d'arrangements appartient à une époque révolue, celle où il s'agissait de construire un grand marché mondial libéré des Etats. Le mandat de négociation qui lui a été donné en 1999 n'est pas adapté à la réalité de 2024. L'Union européenne ne peut plus se présenter à la table des négociations avec comme seuls leviers la possibilité de brader son agriculture et ses marchés publics.

Un continent de consommateurs

Le culte du libre-échange a transformé l'Europe en continent de consommateurs, dépendant de ses concurrents, rivaux ou adversaires pour ses productions stratégiques. Il a produit une casse sociale d'ampleur dans nos régions et a contribué à la montée de l'extrême droite partout en Europe. Les institutions européennes en prennent lentement conscience, comme le montrent les rapports Draghi, Letta, Strohschneider ou Niinistö, ou le programme de la présidente de la Commission sur la défense commerciale et la sécurité économique. Acter ce changement suppose d'enterrer les vieux restes de l'idéologie dominante des années 1990-2000 comme le Mercosur. Notre politique commerciale doit enfin être considérée pour ce qu'elle est : un outil au service de nos intérêts stratégiques, au premier rang desquelles nos politiques industrielle, alimentaire, environnementale et climatique.

Dans ce contexte, nous demandons que nos accords bilatéraux évoluent pour devenir de réels partenariats économiques et politiques, fondés sur une ambition partagée pour les objectifs de développement durable de l'ONU et la transformation écologique et sociale. Au-delà d'assurer la compétitivité de nos entreprises, ils devront garantir nos approvisionnements stratégiques, en encadrant par exemple les échanges de produits de base. Ils devront promouvoir les normes de l'Union européenne par l'intégration de clauses miroirs, qui imposeront le respect de nos standards sociaux et environnementaux à tous les produits importés. Ils apporteront un accompagnement technique et financier à nos partenaires afin qu'ils soient compris, acceptés et appliqués. Nous devons diriger nos investissements étrangers pour favoriser le développement et aider nos partenaires à créer de la valeur ajoutée sur leur territoire. Enfin, dans ces accords, tout manquement aux conditionnalités sociales et environnementales sera sanctionné au même titre que les violations des règles commerciales.

Des intérêts puissants poussent aujourd'hui à conclure rapidement un accord hérité d'une période que nous sommes en train de refermer. Parfois, le courage et le réalisme ensemble exigent de sacrifier des années de négociations et de travail pour repartir sur des bases saines. L'accord avec le Mercosur doit tomber.

Signataires : Raphaël Glucksmann Député européen, coprésident de la délégation française au groupe Socialistes et Démocrates **Nora Mebarek** Députée européenne, coprésidente de la délégation française au groupe Socialistes et Démocrates **Boris Vallaud** Député, président du groupe Socialistes et Apparentés **Patrick Kanner** Sénateur, président du groupe Socialiste, Ecologiste et Républicain...

La liste complète des signataires est [ici](#).